

# L'évolution de la consommation alimentaire au Cameroun de 2001 à 2007

Eric Jazet Kengap, Pierre Djou, Claude Tchamda, Pauline Martin, Nicolas Bricas

▶ **To cite this version:**

Eric Jazet Kengap, Pierre Djou, Claude Tchamda, Pauline Martin, Nicolas Bricas. L'évolution de la consommation alimentaire au Cameroun de 2001 à 2007. L'Afrique à la conquête de son marché alimentaire intérieur. Enseignements de dix ans d'enquêtes auprès des ménages d'Afrique de l'Ouest, au Cameroun et du Tchad, Agence Française de Développement, 2016. hal-01995429

**HAL Id: hal-01995429**
**https://hal.science/hal-01995429**

Submitted on 26 Jan 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# L'Afrique à la conquête de son marché alimentaire intérieur

## Enseignements de dix ans d'enquêtes auprès des ménages d'Afrique de l'Ouest, du Cameroun et du Tchad

Nicolas Bricas, Claude Tchamda, Florence Mouton (Coordinateurs)

AFD

# Sommaire


Préface ..... 7
*Marie-Cécile Thirion et Florence Mouton*

Remerciements ..... 11

Synthèse ..... 13
*Nicolas Bricas, Claude Tchamda et Florence Mouton*

Introduction ..... 19
*Nicolas Bricas, Claude Tchamda et Florence Mouton*

1. Méthodologie ..... 23
*Nicolas Bricas et Claude Tchamda*

1.1. Organisation de l'étude ..... 23
1.2. Partenaires de l'étude ..... 24
1.3. Bases de données utilisées ..... 25
1.4. Concepts et vocabulaire utilisés ..... 26
1.5. Précautions dans l'usage des données ..... 29

2. Les structures de la consommation alimentaire ..... 31
*Nicolas Bricas, Claude Tchamda et Pauline Martin*

Introduction ..... 31
2.1. L'importance du marché dans la consommation alimentaire ..... 31
2.2. Les structures de la consommation alimentaire des pays ..... 37
2.3. Les effets du revenu sur la consommation ..... 53
2.4. Les effets du mode de vie urbain ..... 57
Conclusion ..... 58
Références bibliographiques ..... 60

3. La structure de la consommation et du marché alimentaires en milieu rural ..... 63
*Maïmouna Ba et Nicolas Bricas*

Introduction ..... 63

3.1. Les amylacés de base représentent seulement la moitié de la consommation alimentaire en valeur économique ..... 64

3.2. L'approvisionnement alimentaire des ruraux se fait largement par le biais du marché ..... 66

3.3. Autoproduction et achats de produits de base amylacés ..... 68

3.4. Le marché rural des produits animaux et autres aliments ..... 71

Conclusion ..... 72

Références bibliographiques ..... 73

4. Le secteur agroalimentaire : un point de vue par la consommation ..... 75
*Nicolas Bricas, Pauline Martin et Claude Tchamda*

Introduction ..... 75

4.1. Les produits transformés représentent la moitié de la consommation ..... 75

4.2. La part des produits transformés augmente avec l'urbanisation ..... 77

4.3. Les différences liées au pouvoir d'achat ..... 79

4.4. Les effets des modes de vie urbains ..... 83

Conclusion ..... 84

Références bibliographiques ..... 85

5. La consommation de viandes ..... 87
*Pauline Martin, Nicolas Bricas, Muriel Figuié*

Introduction ..... 87

5.1. La structure de la consommation de viandes ..... 87

5.2. Les différences de consommation de viandes entre ruraux et urbains ..... 90

5.3. Le marché de la viande ..... 93

5.4. Les effets du revenu sur la consommation de viandes en milieu urbain ..... 95

Conclusion ..... 97

Références bibliographiques ..... 98

6. L'évolution de la consommation alimentaire au Cameroun de 2001 à 2007 ..... 99
*Eric Jazet Kengap, Pierre Djou, Claude Tchamda, Pauline Martin, Nicolas Bricas*

Introduction ..... 99
6.1. Méthodologie des enquêtes utilisées ..... 99
6.2. Les structures de la consommation alimentaire ..... 101
6.3. Les produits locaux restent majoritaires mais leur part s'érode ..... 110
6.4. Un usage croissant de produits transformés ..... 111
Conclusion ..... 113

Conclusion générale ..... 115

Annexe 1. Caractéristiques des enquêtes sur la consommation des ménages ..... 118

Annexe 2. Nomenclature et codage des aliments utilisés pour l'analyse des données ..... 121

Liste des sigles et abréviations ..... 129

# 6. L'évolution de la consommation alimentaire au Cameroun de 2001 à 2007

*Eric Jazet Kengap, Pierre Djou, Claude Tchamda, Pauline Martin, Nicolas Bricas*

## Introduction

Le Cameroun est un des rares pays africains qui mène depuis plusieurs décennies des enquêtes sur la consommation des ménages avec des méthodologies suffisamment similaires d'une enquête à l'autre pour permettre des comparaisons dans le temps et donc la mise en évidence d'évolutions. C'est pourquoi l'analyse de ces évolutions est présentée dans cet ouvrage.

La situation du pays ne dément pas les grandes tendances observées à l'échelle de la région étudiée dans cet ouvrage. Le Cameroun présente à la fois une situation proche de celle du Sahel où dominent les céréales, au nord du pays, et une situation proche de celle des pays côtiers plus humides où les racines, tubercules et bananes plantains occupent une place importante dans la ration amylacée, au sud du pays.

## 6.1. Méthodologie des enquêtes utilisées

Les enquêtes camerounaises auprès des ménages 2 et 3 (ECAM 2 et ECAM 3) visent à permettre le suivi-évaluation du programme de réduction de la pauvreté et des programmes et politiques macroéconomiques mis en œuvre au Cameroun au cours des dernières années sur les conditions de vie des ménages. Elles permettent également la production d'indicateurs pertinents pour mesurer la progression vers l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Les enquêtes ECAM 2 et ECAM 3 ont été réalisées respectivement en 2001 et 2007 sur l'ensemble du pays. Les enquêtes ont été effectuées à l'échelle du ménage en milieu urbain, semi-urbain et rural. Chacune des dix provinces du pays est constituée de trois strates d'enquête, à savoir une strate urbaine (villes de plus de 50 000 habitants), une strate semi-urbaine (villes de 10 000 à 50 000 habitants) et une strate rurale (agglomérations de moins de 10 000 habitants). Les deux principales métropoles, Douala et Yaoundé, constituent deux strates urbaines à part entière, chaque arrondissement représentant une strate de sondage. Ainsi, la stratification comporte 32 strates d'enquête : 12 urbaines (Yaoundé, Douala et la strate urbaine

de chacune des 10 provinces du pays), 10 strates semi-urbaines et 10 strates rurales (une par province). Dans le cadre de ce rapport, cette stratification a été réaménagée pour distinguer les deux villes principales (strates urbaines de Yaoundé et Douala), les villes secondaires (les 10 autres strates urbaines au sens strict) et le milieu rural (les 10 strates semi-urbaines et les 10 strates rurales regroupées en tant que strates rurales au sens large).

Les bases de sondage des enquêtes ECAM 2 et ECAM 3 ont été constituées respectivement à partir du recensement général de la population et de l'habitat de 1987 et de 2005. Le plan de sondage appliqué est de type aléatoire stratifié à deux degrés. Le premier degré est constitué des zones de dénombrement (ZD) et le second degré d'un échantillon de ménages tiré dans chaque ZD sélectionnée au premier degré. Pour l'ECAM 2, sur les 11 113 ZD dans la base de tirage, 599 ZD ont été retenues au premier degré dans la base de sondage et 11 580 ménages ont été tirés au second degré. Pour l'ECAM 3, 742 ZD ont été retenues sur environ 17 500 ZD et dans ces ZD échantillonnées, 12 609 ménages ont été tirés au second degré pour faire partie de l'échantillon.

Les caractéristiques des ménages (logement, habitat, dépenses indivisibles du ménage, etc.) et des individus (caractéristiques démographiques, dépenses individuelles, etc.) ont été enquêtées. La consommation alimentaire a été évaluée par les dépenses alimentaires (y compris les repas pris à l'extérieur du ménage) et par la consommation alimentaire non-monétaire résultant de l'autoconsommation et des dons. Les dépenses quotidiennes effectuées sur quinze jours par les ménages ont été relevées lors de la collecte pour estimer les achats alimentaires. Les consommations non alimentaires ont été estimées par un relevé des consommations et acquisitions des ménages sur trois, six ou douze mois selon le cas. L'estimation finale de la consommation alimentaire (achats, autoconsommation et dons) a été faite à partir des informations des dépenses quotidiennes en ramenant à l'année la consommation observée sur quinze jours. En 2007, deux corrections ont été faites pour améliorer cette estimation. La valeur de l'autoconsommation correspond au maximum des déclarations provenant du relevé quotidien de la consommation et de la pratique des activités agricoles/rurales. Quand les achats de produits alimentaires étaient déclarés nuls mais que le ménage avait dit avoir constitué des stocks, la valeur des achats prenait la valeur des stocks de ces produits.

Les relevés de consommation ont été codés en s'inspirant de la nomenclature de consommation COICOP utilisées par AFRISTAT pour l'indice harmonisé des prix à la consommation (cf. annexe 2). Les quantités consommées ont été évaluées à partir des prix relevés au cours de ces deux enquêtes dans le cadre du volet « prix » couplé aux enquêtes des ménages.

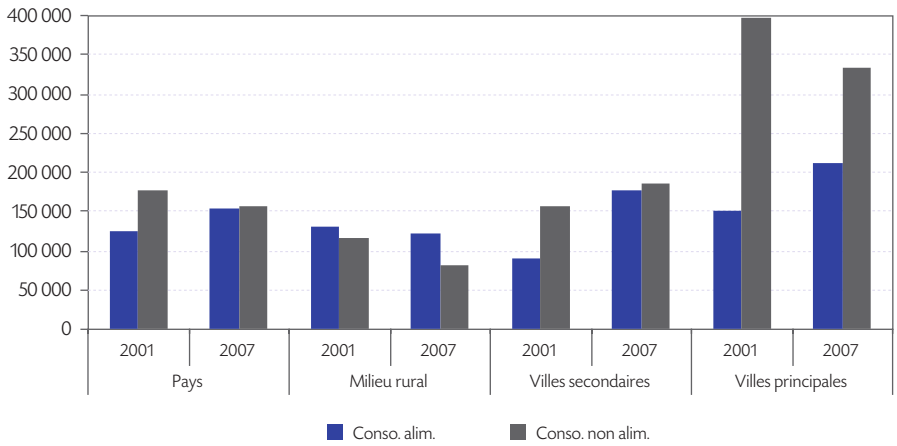
Il convient cependant d'être prudent quant aux variations des niveaux de consommations alimentaires car les enquêtes ont été réalisées à différentes périodes de l'année (l'ECAM 2, de septembre à décembre 2001, tandis que l'ECAM 3 s'est déroulée de janvier à mars 2007) et peuvent induire une saisonnalité des consommations. De plus, les montants de 2001 ont été revalorisés « au prix de 2007 » en multipliant les valeurs de 2001 par le rapport entre l'indice des prix à la consommation finale des ménages de 2007 et celui de 2001. Dans ce chapitre, nous dresserons les tendances de consommations plutôt que des valeurs absolues de consommation.

## 6.2. Les structures de la consommation alimentaire

### *6.2.1. La place de l'alimentation dans la consommation*

La consommation alimentaire du Cameroun était évaluée à 1 926 Mds de F CFA en 2001 et 2 750 Mds de F CFA en 2007, soit respectivement 124 000 et 154 000 F CFA par personne et par an. Elle a donc augmenté de 23 % en six ans. Au contraire, la consommation de biens non alimentaires a diminué sur cette même période (cf. graphique 40). Le ratio des consommations alimentaires sur les consommations totales a augmenté et signe un appauvrissement de la population malgré une croissance du revenu national brut par habitant (de 580 en 2001 à 980 USD en 2007). L'alimentation représentait 41 % de la consommation en 2001 ; elle atteint quasiment 50 % en 2007.

**Graphique 40. Consommations alimentaires et non alimentaires annuelles par tête et par milieu (en F CFA)**




*Sources : ECAM 2001 et ECAM 2007.*

Ces tendances ne sont pas homogènes selon les milieux. À Yaoundé et à Douala, les consommations suivent de façon plus marquée les tendances nationales. Dans les villes secondaires toutes les consommations augmentent en valeur mais de façon nettement plus marquée pour les consommations alimentaires. En milieu rural, les consommations alimentaires et non alimentaires diminuent durant la période (cf. graphique 40). La part des consommations alimentaires dans les consommations totales augmente pour tous les milieux de 2001 à 2007. L'appauvrissement semble se confirmer pour tous les milieux et en particulier pour les ruraux dont les consommations totales s'amoindrissent et sont destinées pour une grande partie à l'alimentation.

### 6.2.2. La part des amylacés dans la consommation alimentaire diminue

Malgré cette apparente paupérisation, la structure de la consommation alimentaire à domicile par grand groupe d'aliments évolue lentement vers une augmentation de la part des produits animaux dans la consommation totale, contribuant ainsi à une répartition équivalente entre amylacés, produits animaux et autres produits (cf. graphique 41). Les céréales et RTP représentaient 43 % de la valeur des consommations en 2001 et 36 % en 2007. La part de la consommation des produits animaux est passée de 22 à 25 % et celle des « autres produits » de 34 à 39 % de la consommation alimentaire. Cette dernière évolution apparaît essentiellement liée à la forte augmentation de la consommation des plats préparés et snacks achetés à l'extérieur et consommés à domicile.

**Graphique 41. Répartition de la consommation alimentaire à domicile par grand groupe d'aliments au Cameroun**

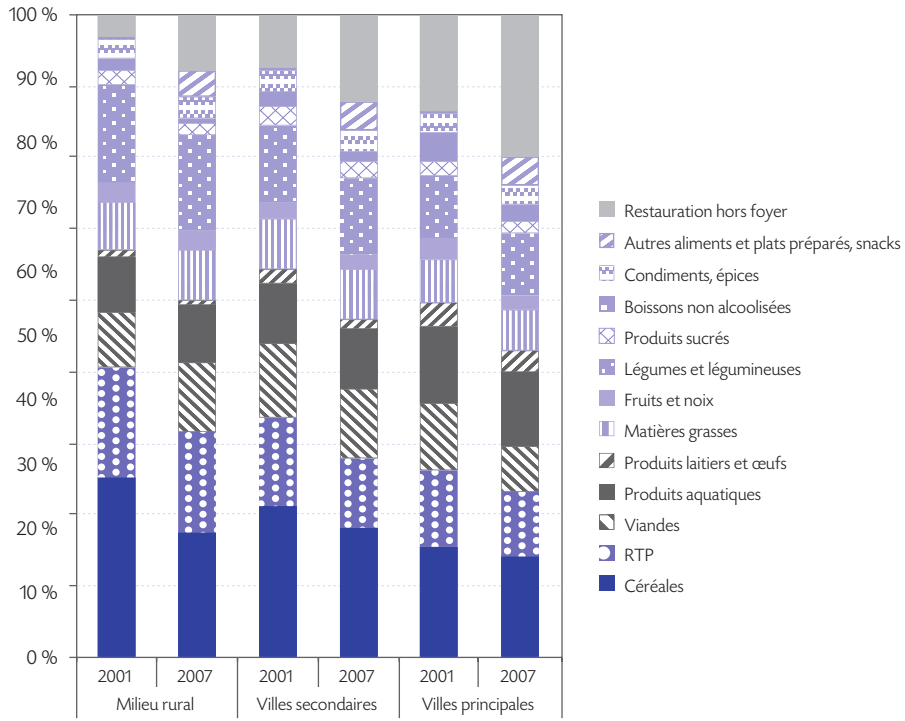



*Sources : ECAM 2001 et ECAM 2007.*

Lorsque l'on tient compte des consommations à domicile et de la restauration hors foyer, la baisse de la part des amylacés est plus particulièrement marquée en milieu rural (cf. graphique 42). Les céréales et RTP représentaient respectivement 28 % et 17 % de la consommation alimentaire en 2001 (soit 45 % au total) et seulement 19 % et 16 % en 2007 (soit 35 % au total), se rapprochant en cela de la structure de la consommation en ville. Les amylacés représentent 31 % de la consommation alimentaire dans les villes secondaires et 26 % dans les villes principales en 2007.

La mise en comparaison des six séries de données telles que présentées dans le graphique 42 révèle une tendance d'évolution assez marquée outre la baisse de la part des amylacés. On constate également une baisse des légumes et légumineuses, et une augmentation de la part des produits laitiers et des œufs, des boissons non alcoolisées et surtout de la restauration hors foyer. Celle-ci atteint 22 % de la consommation alimentaire dans les villes principales en 2007. Si l'on fait l'hypothèse que les plats préparés consommés hors domicile et à domicile se composent des différents types d'aliments de la même façon que ce qui est préparé à domicile, on constate alors que la structure alimentaire par catégories de produits est assez similaire selon les milieux.

Graphique 42. Structure de la consommation par groupe de produits selon le milieu de résidence




*Sources : ECAM 2001 et ECAM 2007.*

Si l'on considère la structure de la consommation des urbains des villes principales comme un modèle vers lequel tendent les autres milieux de résidence et donc l'ensemble du pays, on constate que la problématique alimentaire ne peut plus se réduire à celle des amylacés, et encore moins des céréales, compte tenu de la diversification alimentaire et de la place majeure qu'occupent désormais les autres produits. Du point de vue nutritionnel, les céréales et les RTP apportent une part plus importante des calories que leur part économique le laisserait penser. Mais la question nutritionnelle ne peut plus désormais se réduire à celle des apports énergétiques. Dans un pays comme le Cameroun où la disponibilité alimentaire moyenne par habitant dépasse désormais 2 500 kcal/personne/jour et où la prévalence du surpoids atteint 35 % en 2008 à l'échelle nationale, l'enjeu nutritionnel est désormais lié à la diversité alimentaire et donc à l'ensemble des aliments.

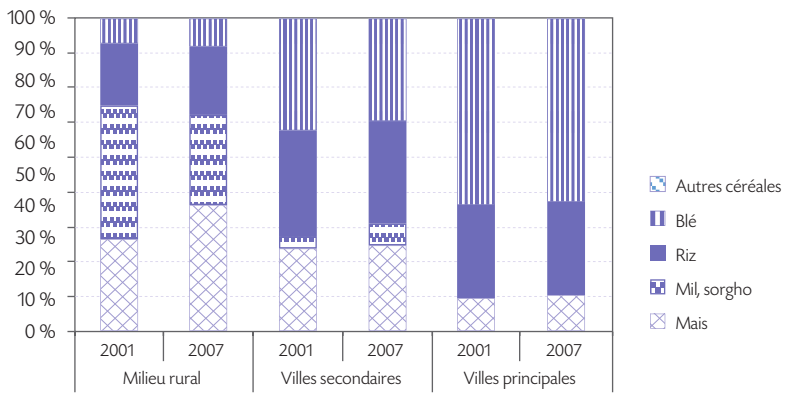
### 6.2.3. Des changements au sein des grandes catégories d'aliments

Si l'on porte maintenant plus d'attention à la répartition par produits, au sein des grandes catégories, on constate des évolutions significatives.

***Les produits amylacés de base.*** Les céréales représentent en 2001 comme en 2007, les deux tiers des consommations d'amylacés quel que soit le milieu. Au sein des céréales, les consommations des différents produits varient de 2001 à 2007. Le mil et le sorgho sont consommés moitié moins en 2007 par rapport à 2001 au niveau national, tant en part des consommations céréalières qu'en valeur. Cette diminution est fortement marquée en milieu rural où ces céréales traditionnelles occupaient encore 42 % de la consommation des céréales en 2001 et n'en occupent que 28 % en 2007. Par contre, la consommation de maïs, de riz et de blé augmentent sur cette même période, là encore surtout en milieu rural (cf. graphique 43). Il est d'ailleurs intéressant de constater que la part de ces trois céréales évolue peu dans les consommations totales en milieu urbain.

Si l'on analyse l'évolution des quantités, on constate une augmentation conséquente de la consommation de maïs dans les villes camerounaises (la quantité consommée double dans les villes secondaires de 2001 à 2007). La consommation de mil est divisée par trois en milieu rural et tend à se rapprocher des consommations minimes des villes. Le riz et le blé sont davantage consommés en 2007 par rapport à 2001 dans les villes tandis que la quantité consommée en milieu rural faiblit.

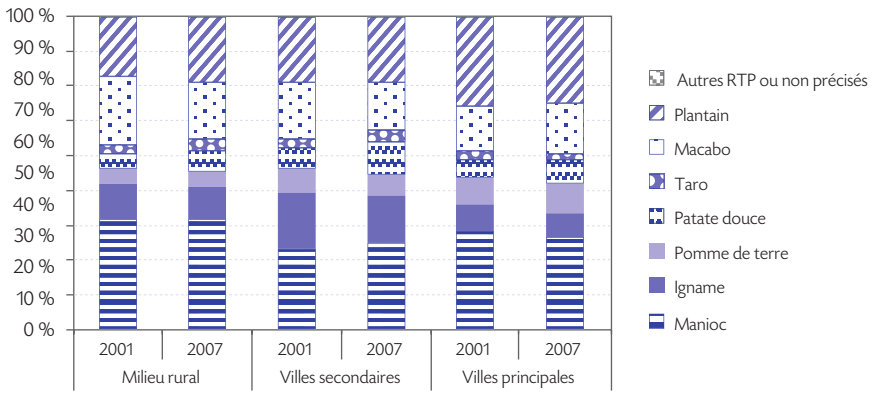
**Graphique 43. Structure par produit de la consommation des céréales selon les milieux de résidence**




*Sources : ECAM 2001 et ECAM 2007.*

La structure de la consommation des RTP (cf. graphique 44) varie peu : l'igname et le *macabo* occupent une place légèrement moindre en 2007 comparé à 2001, au contraire de la pomme de terre, de la patate douce et du plantain qui voient leur consommation augmenter en proportion. La place du manioc évolue peu durant la période. Il faut noter que si sa consommation est plus faible dans les villes secondaires comparé au milieu rural, elle est plus élevée dans les villes principales, du fait notamment du dynamisme de la transformation artisanale qui propose cette racine sous forme de « bâtons » prêts à consommer, très prisés et commodes d'emplois (cf. chapitre 3). C'est également pourquoi la part des RTP dans les consommations totales reste stable de 2001 à 2007 pour tous les milieux. L'évolution en quantité est similaire au niveau national. Cependant en milieu rural, les quantités consommées sont réduites ou similaires pour toutes les RTP du fait d'une réduction du budget dédié à l'alimentation. En milieu urbain, les RTP sont toutes davantage consommées, en particulier la pomme de terre et la patate douce, puis l'igname, dont les consommations sont doublées dans les villes secondaires et multipliée par 1,5 dans les villes principales.

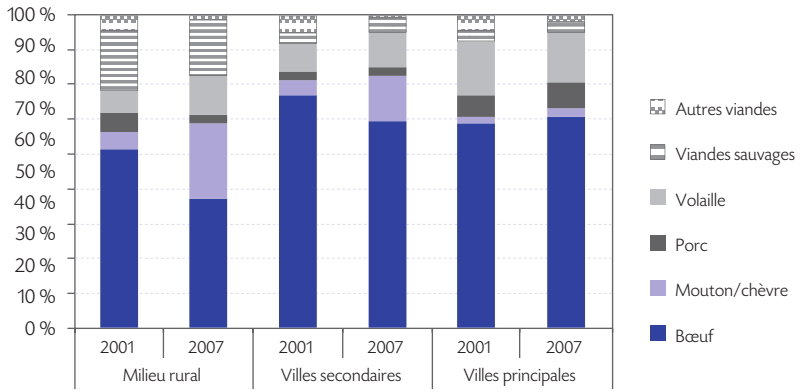
**Graphique 44. Structure par produit de la consommation des RTP selon les milieux de résidence**




*Sources : ECAM 2001 et ECAM 2007.*

***Les produits animaux.*** Si la part des produits animaux n'augmente que légèrement dans les consommations à domicile au niveau national entre 2001 et 2007, c'est surtout le fait du milieu rural. En effet, cette part diminue légèrement en ville et en particulier dans les villes principales. Ces variations concernent surtout la consommation de viandes. Leur part augmente en milieu rural alors qu'elle diminue en milieu urbain. En particulier, à Yaoundé et Douala, on assiste à une substitution progressive des viandes par les produits aquatiques. Les produits laitiers et les œufs restent consommés dans les mêmes proportions de 2001 à 2007. En quantité, la consommation de viandes suit ces mêmes tendances. Elle augmente légèrement en milieu rural et diminue dans les villes principales. La consommation d'œufs évolue peu.

## Graphique 45. Structure par produit de la consommation des viandes selon les milieux de résidence



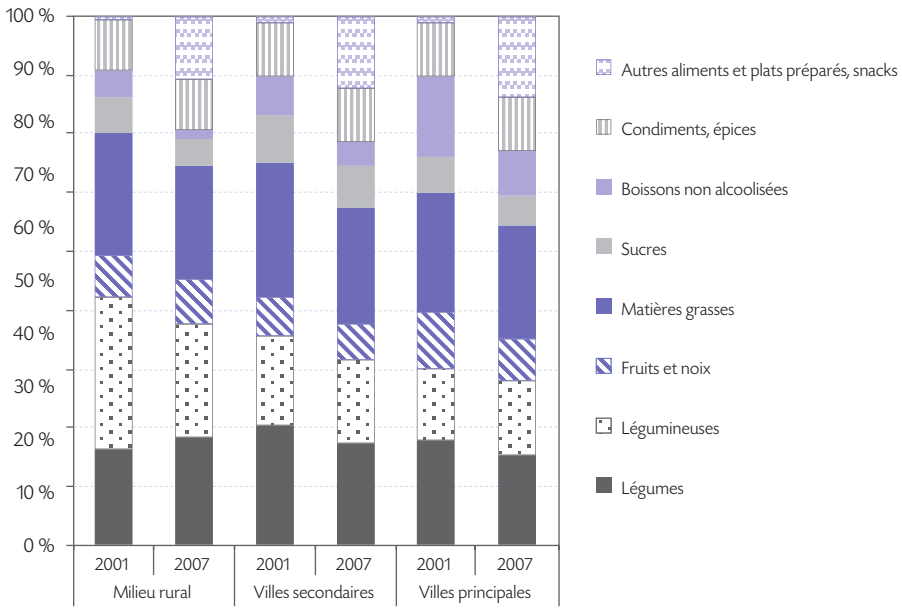

*Sources : ECAM 2001 et ECAM 2007.*

Concernant les viandes, la consommation est redistribuée progressivement (cf. graphique 45). La part du bœuf dans les consommations de viandes diminue entre 2001 et 2007 au bénéfice des petits ruminants et des volailles en milieu rural et dans les villes secondaires. Dans les villes principales, le bœuf représente en 2001, comme en 2007, deux tiers des consommations de viandes. La viande sauvage continue d'occuper la même part des consommations de viandes entre 2001 et 2007, traduisant un maintien de la consommation de ce type particulier de viandes. L'évolution des quantités consommées de viandes de bœuf, de mouton, de chèvre et de volaille vient confirmer ces tendances. En milieu rural et dans les villes secondaires, le bœuf est moins consommé tandis que les quantités consommées de viandes de mouton, de chèvre et de volaille augmentent. A Yaoundé et Douala, celles de viandes de bœuf et de volaille diminuent mais dans les mêmes proportions.

***Les autres produits.*** Dans la catégorie « Autres produits » (cf. graphique 46), la consommation des fruits, noix, légumes et légumineuses diminue pour tous les milieux de 2001 à 2007, principalement du fait d'une diminution des consommations de légumineuses en milieu rural et de légumes, fruits et noix dans les villes. La consommation des sucres, des matières grasses et des boissons non alcoolisées laisse la place aux consommations d'autres aliments, de plats préparés et de snacks consommés au domicile. Ces nouveaux produits, quasiment inexistants en 2001, représentent 1/8$^{ème}$ des consommations en autres produits en 2007. Ce sont pour moitié des produits alimentaires non précisés et pour moitié des sandwichs et des plats préparés consommés au domicile. En quantité, la consommation des huiles végétales, de l'oignon, de la tomate, de la banane verte et de l'arachide décortiquée augmente en milieu urbain (elle double, voire triple pour les trois derniers produits). On assiste ici à une diversification des consommations, en particulier dans les villes secondaires. En milieu rural, les consommations de banane verte

et d'oignon sont stables et celles des huiles végétales, des tomates et du *folon* (légume feuille) diminuent légèrement. La consommation d'arachide décortiquée fait exception puisqu'elle double.

**Graphique 46. Structure par produits de la consommation des autres produits selon les milieux de résidence**



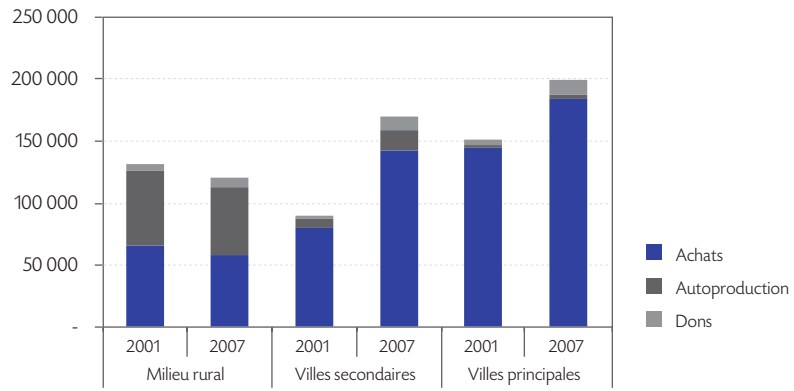

*Sources : ECAM 2001 et ECAM 2007.*

En valeur, les principaux postes de consommation à domicile et hors foyer diffèrent selon le milieu mais l'évolution de la structure de la consommation tend à s'homogénéiser. En milieu rural, les céréales, les RTP et les légumes et légumineuses sont les trois postes principaux de consommations en 2001 comme en 2007. Les villes secondaires sont dans une situation intermédiaire : les trois postes principaux de consommations sont les céréales, les RTP et les légumes et légumineuses en 2001. En 2007, la restauration hors foyer se substitue aux RTP. A Yaoundé et Douala, les trois principaux postes de consommations sont les céréales, la restauration hors foyer et les produits aquatiques en 2001. En 2007, les principaux postes de consommations sont les mêmes, mais la restauration hors foyer surpasse en valeur les céréales. L'augmentation de la consommation de la restauration hors foyer est très rapide. Elle double en milieu rural (+ 5 000 F CFA/personne/an), triple dans les villes secondaires (+17 000 F CFA/personne/an). Dans les villes principales, la consommation déjà forte double de 23 000 F CFA à 47 000 F CFA/personne/an entre 2001 et 2007.

### 6.2.4. La place du marché dans la consommation

Au niveau national, la part des achats dans la consommation alimentaire est stabilisée autour de 68 % en 2001 et en 2007. En milieu rural, cette proportion est moindre et s'est légèrement réduite : elle est passée de 50 % en 2001 à 48 % en 2007. En milieu urbain, les achats constituent le mode d'approvisionnement prédominant avec plus de 80 % de la consommation dans les villes secondaires et plus de 90 % dans les villes principales (cf. graphique 47).

Graphique 47. Consommations alimentaires en F CFA/personne/an selon le mode d'acquisition et le milieu au Cameroun en 2001 et 2007




*Sources : ECAM 2001 et ECAM 2007.*

Le marché intérieur national évolue dans sa structure de 2001 à 2007. Alors que le marché rural était prédominant en 2001 (45 % pour les ruraux contre 23 % pour les villes secondaires et 32 % pour les villes principales), la structure du marché intérieur s'équilibre en 2007, chaque milieu représentant alors environ un tiers du marché (31 % pour les ruraux contre 34 % pour les villes secondaires et 36 % pour les villes principales). Cet équilibrage est en partie le résultat de l'évolution démographique puisqu'on a observé sur la période une croissance de la population de 13 % en milieu rural, 15 % dans les villes secondaires et 22 % dans les villes principales.

L'importance du recours au marché pour les approvisionnements alimentaires n'est pas homogène. Elle dépend du type de produits, en particulier en milieu rural où l'autoproduction reste importante.

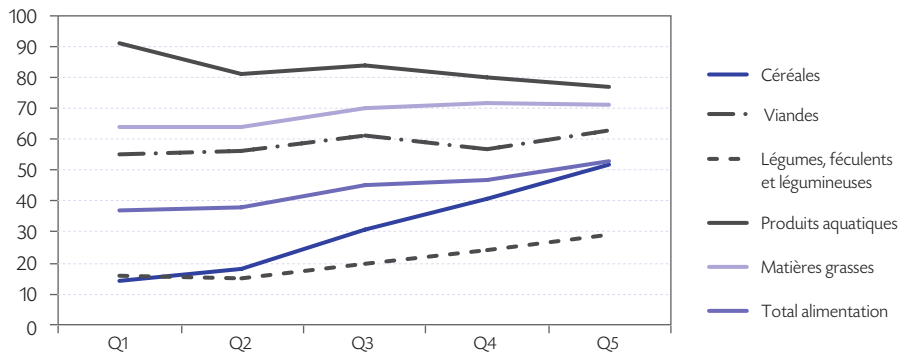
Les bases amylacées « traditionnelles » que sont les mil, sorgho et maïs au nord, le manioc, l'igname, le *macabo* et le plantain au sud sont très largement autoproduites en milieu rural. La part des achats se situe autour de 20 % et ne dépasse pas 30 % de la consommation. Le riz et bien sûr le blé, très peu produit au Cameroun, sont par contre acquis majoritairement sur le marché. La proportion de riz autoproduit apparaît avoir fortement baissée entre 2001 et 2007

passant de 35 à 17 % sans que l'on puisse expliquer cette évolution. Parmi les racines et tubercules, les patates douces et les pommes de terre sont également majoritairement achetées. On constate d'ailleurs une forte augmentation de la part marchande des pommes de terre dont la consommation semble s'étendre au-delà des quelques zones de production.

Les produits animaux ainsi que les autres produits, qui totalisent 55 % de la consommation en 2001 et 65 % en 2007, sont majoritairement achetés et représentent donc la part la plus importante du marché rural des produits alimentaires. Parmi ces produits, on constate une prépondérance des niveaux d'autoproduction pour les légumineuses, les légumes, à l'exception de la tomate et de l'oignon, les fruits (bananes et autres fruits tropicaux), qui sont majoritairement achetés. La comparaison des données de 2001 et de 2007 marque une baisse des taux d'autoproduction et une augmentation de la part marchande de la plupart des consommations : celle-ci passe de 26 à 80 % pour les légumineuses, de 28 à 39 % pour les légumes feuille.

Si l'on compare la part des achats des ruraux selon les quintiles de revenus des ruraux (approchés par les dépenses totales), on constate que cette part augmente avec le revenu (cf. graphique 48).

**Graphique 48. Part des achats dans la consommation selon les quintiles de revenu des ruraux en 2007**




*Source : ECAM 2007.*

De 38 % pour le cinquième de l'échantillon le plus pauvre économiquement, la part des achats dans la consommation alimentaire augmente jusqu'à 52 % pour le quintile le plus riche. Cette tendance s'observe pour tous les produits à l'exception des produits aquatiques qui voient au contraire leur part acquise sur le marché diminuer.

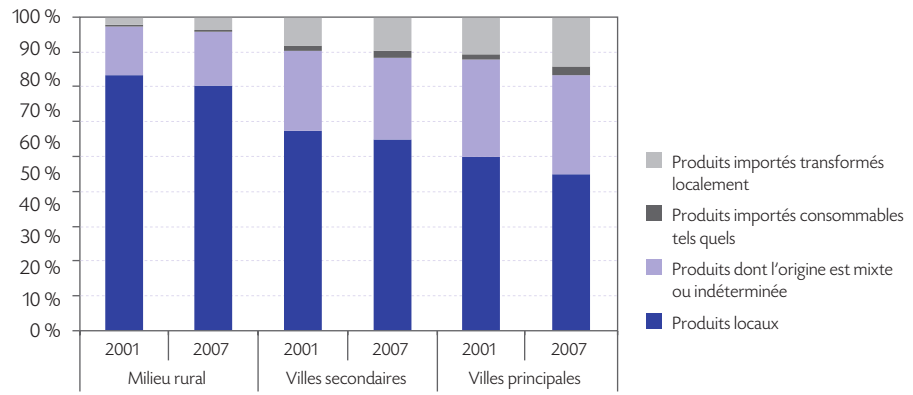
Le recours au marché, déjà dominant dans la consommation alimentaire, y compris des ruraux, continue de s'étendre. Mais une telle évolution générale ne doit pas cacher une hétérogénéité des situations, en particulier en zone rurale où certaines régions restent relativement

enclavées et où la sécurité alimentaire est essentiellement assurée par les ressources locales et peut être critique si les niveaux de production par habitant sont à peine suffisants pour couvrir les besoins.

## 6.3. Les produits locaux restent majoritaires mais leur part s'érode

La nomenclature des aliments consommés étant détaillée dans les enquêtes ECAM, il a été possible de déterminer l'origine locale ou importée des aliments. Il a été possible de distinguer les produits transformés sur place, mais à partir de matière première importée, comme le pain ou les beignets de blé, les sodas, le lait caillé à partir de poudre de lait. La répartition des consommations selon ces origines et selon les milieux de résidence est présentée dans le graphique 49.

### Graphique 49. Origine des produits consommés selon le milieu




*Sources : ECAM 2001 et ECAM 2007.*

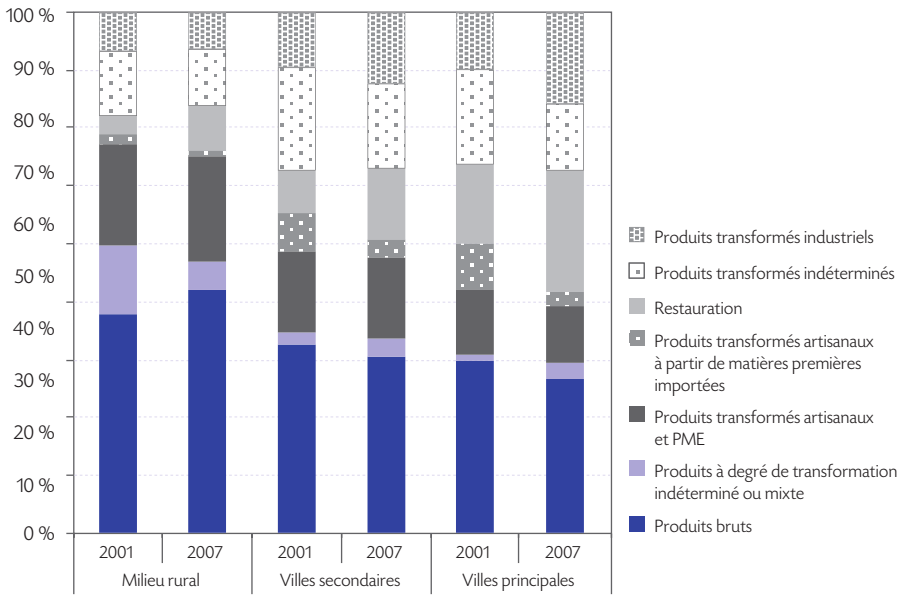
Cette classification permet de constater que la part des produits locaux dans la consommation alimentaire totale reste très majoritaire même si elle tend à diminuer : de 73 % en 2001, elle passe à 66 % en 2007 pour l'ensemble du pays. Ces chiffres sont cependant des *minima* compte tenu des incertitudes sur l'origine d'une part significative des produits. Si l'on compare à la fois les milieux et les années (cf. graphique 49), cette tendance à l'augmentation des produits importés se confirme nettement. La consommation dans les villes principales en 2007 provient pour au moins 20 % des importations, alors que cette part était de moins de 5 % en milieu rural en 2001.

Si l'on compare les données sur l'origine des aliments selon les quintiles de revenus des villes principales, on constate la même tendance. La part des produits locaux diminue légèrement avec l'augmentation du revenu, mais ceux-ci restent majoritaires même dans le quintile le plus riche.

## 6.4. Un usage croissant de produits transformés

La comparaison de la répartition de la consommation selon le type de transformation des produits selon les milieux et selon les années est présentée dans le graphique 50.

**Graphique 50. Consommations alimentaires selon le type de transformation des produits**




*Sources : ECAM 2001 et ECAM 2007.*

On constate que la part des produits bruts non transformés dans la consommation tend à diminuer avec l'urbanisation et avec le temps. Cette diminution correspond d'une part au remplacement, pour une même matière première, de produits bruts par des produits transformés : on cultive et prépare soi-même son manioc dans le ménage en milieu rural ; on achète des bâtons prêts à consommer en ville. Elle correspond également à la substitution de matières premières : on remplace le mil et le sorgho qu'on cultivait et préparait dans le ménage par du riz décortiqué.

Au sein des produits transformés, on constate que la restauration est le secteur qui voit sa part augmenter le plus, passant de 7 à 14 % des consommations totales à l'échelle nationale, soit un marché de 132 Mds F CFA en 2001 et 370 Mds F CFA en 2007. Le marché des produits transformés industriels est le second en augmentation : sa part passe de 9 à 12 % en six ans. La part des produits transformés artisanalement (à partir de matières premières brutes ou industrielles) diminue légèrement, passant de 22 à 19 %. Si on y ajoute la restauration, le marché des produits transformés

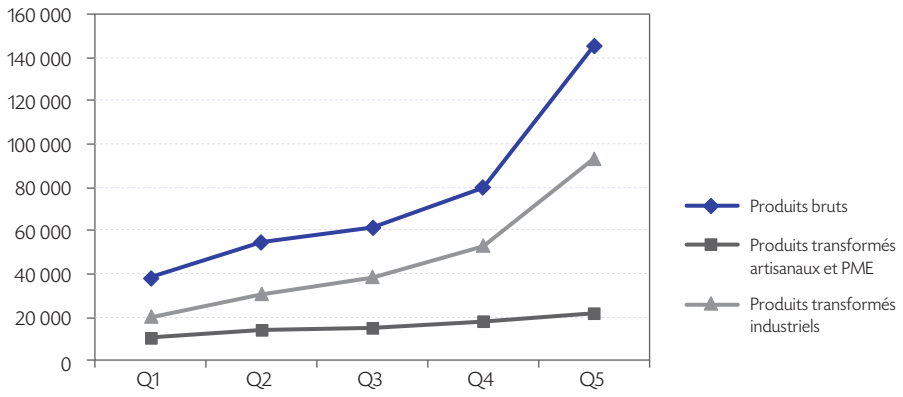
reste majoritairement dominé par le secteur artisanal y compris dans les villes principales. En 2007, ce secteur fournit 37 % du marché alimentaire contre 18 % pour le secteur industriel. Ces chiffres constituent des *minima* compte tenu du fait que 13 % des produits consommés sont transformés sans que l'on puisse déterminer par quel type d'entreprise ils le sont.

Outre la restauration, ce secteur artisanal est notamment représenté par les activités de transformation et vente de produits tels que (les chiffres sont données pour 2007 et pour l'ensemble du Cameroun) :

- farine de maïs : 29 Mds F CFA dont 19 Mds pour les zones rurales ;
- beignets de blé : 41 Mds F CFA préparés à partir de farines de blé industrielle produites au Cameroun ;
- produits transformés du manioc (farine, bâton, semoule, etc.) : 55 Mds F CFA alors que le manioc frais représente 61 Mds F CFA ;
- poissons et crustacés fumés ou séchés : 104 Mds F CFA alors que les produits aquatiques frais ou congelés totalisent 130 Mds F CFA et les conserves de poisson près de 6 Mds F CFA ;
- huiles artisanales (huile de palme rouge, d'arachide, de soja et de karité brutes) : 106 Mds F CFA alors que les huiles industrielles totalisent 68 Mds F CFA.

L'analyse de la répartition des consommations des villes principales selon le type de transformation et selon les quintiles de revenus est présentée dans le graphique 51. Ces données ne comprennent pas la restauration artisanale.

**Graphique 51. Répartition des consommations des villes principales (en F CFA/personne/an) selon le type de transformation et selon les quintiles de revenus**




*Source : ECAM 2007.*

Ces données montrent nettement que les produits industriels, comme les produits bruts – autrement dit frais – sont davantage consommés que les produits artisanaux quand le revenu augmente. Ces données ne concernent que la consommation dans les villes principales mais elles sont un marqueur d'une tendance à la consommation de produits plus standards, plus conditionnés, généralement plus stabilisés que les produits artisanaux, et donc incorporant une plus grande valeur ajoutée que peuvent payer les consommateurs au fur et à mesure de l'augmentation de leur pouvoir d'achat.

## Conclusion

La mise en comparaison des données des enquêtes similaires menées en 2001 et en 2007 et des différences entre zones rurales et urbaines permet de dégager certaines tendances d'évolution possible de la consommation alimentaire au Cameroun.

La première est la marchandisation de l'alimentation. En 2007, celle-ci atteint largement les zones rurales où dominait, il y a quelques décennies seulement, une alimentation essentiellement assurée par l'autoproduction. Cette marchandisation s'opère d'abord sur les produits que l'on peut qualifier de sauce (légumes, légumineuses, huiles, condiments et épices) et ceux consommés en dehors des repas (fruits, snacks). Elle progresse aussi dans la consommation des produits amylacés de base, céréales, racines, tubercules et plantain, mais ceux-ci restent encore pour une bonne partie autoproduits. On constate cependant dans ce milieu rural, une pénétration de produits exogènes : le riz, très majoritairement importé, et le blé qui l'est exclusivement. Dans ce processus de diversification, les mil et sorgho apparaissent les premiers pénalisés. Leur part dans la consommation se restreint en zone rurale, elle devient très faible en zone urbaine. Le maïs, le manioc, la patate douce, la pomme de terre et le plantain, et dans une moindre mesure l'igname et le *macabo*, ne subissent pas la même tendance. Ces amylacés restent largement consommés en ville, y compris dans les deux plus grandes villes du pays.

La deuxième tendance est le recours croissant à certains produits importés. En 2007, la majeure partie de ce qui est consommé au Cameroun, y compris dans ses grandes villes est produit localement. Le maintien d'une consommation des amylacés « traditionnels » et l'importance dans la consommation des ingrédients de sauce camerounais (légumes, huiles, condiments, etc.) montre qu'il n'y a pas de tendance généralisée au remplacement des produits locaux par les produits importés. Il n'empêche que la consommation de riz et de blé importés augmente à la fois avec l'urbanisation et avec l'accroissement du revenu. Une telle tendance ne doit pas forcément être lue comme le signe que la cuisine camerounaise s'internationalise. Tout dépend de la façon dont ces produits sont utilisés, incorporés dans la cuisine « traditionnelles » ou comme support d'innovations culinaires qui caractérise l'alimentation des villes africaines (Odéyé et Bricas, 1985).

La troisième tendance est le développement d'une consommation de produits transformés avec une croissance de la part des produits industriels au détriment des produits artisanaux. Ces derniers restent cependant majoritaires, même en milieu urbain, du fait du développement

très important de la restauration, mais aussi du fait du maintien de la consommation de certains produits « traditionnels » très appréciés. L'augmentation tendancielle des produits industriels dans la consommation ne signifie pas forcément, là encore, un mimétisme des modèles alimentaires camerounais vers un modèle occidental. Il peut signifier la recherche de produits qui présentent de meilleures garanties de qualité, notamment sanitaire, critère sur lequel les produits artisanaux sont souvent jugés insuffisants. Il peut signifier la tendance à varier son alimentation par le recours à de nouveaux produits, notamment exogènes.

Comprendre ces évolutions ne peut se faire par une simple analyse des consommations. Cela rend nécessaire le changement d'échelle et de méthode d'observation. Cela suppose de comprendre les pratiques alimentaires et en particulier les pratiques culinaires, les représentations des consommateurs et donc de mener d'autres types d'enquêtes complémentaires.

## Références bibliographiques

Odeyé M. et N. Bricas (1985), *A propos de l'évolution des styles alimentaires à Dakar, in :* Bricas N., G. Courade, J. Coussy, P. Hugon et J. Muchnik (dir.), *Nourrir les villes en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, Coll. Villes et Entreprises.